

L'austéritarisme 2,0 et la montée de la droite

vendredi 13 septembre 2019, par [SOLTY Ingar](#) (Date de rédaction antérieure : 1er septembre 2019).

Le capitalisme change avec ses crises organiques et la manière dont l'État gère ces crises. De la longue dépression (1873-1896) est apparu un capitalisme organisé situé dans un monde de rivalités inter-impérialistes, de la Grande Dépression (1929-1939) au fordisme et de la grande crise du capitalisme fordiste (1967-1979) au capitalisme mondialisé des marchés financiers . Et en 2007, le capitalisme mondialisé des marchés financiers, parfois qualifié de « néolibéralisme », est entré dans la quatrième crise organique de l'histoire du capitalisme. La question est : cette crise est-elle terminée ? Et, si oui, un nouveau capitalisme est-il déjà né de la crise du capitalisme mondial des marchés financiers ?

Au début de la crise, une variante du « capitalisme vert » a longtemps été considérée comme le projet le plus viable. La nécessité d'empêcher une crise financière mondiale qui devait être suivie d'une Grande Dépression 2.0 nécessitait une coordination multilatérale, un processus décisionnel et la mise en œuvre de programmes de relance historiques. Ce fut la soi-disant « résurgence keynésienne » du début des années 2000. Elle a été nourrie par le désir d'éviter les mêmes erreurs historiques de la Grande Dépression, lorsque les politiques d'austérité des États (Hoover aux États-Unis, Brüning en Allemagne, etc.) déprimaient les économies et conduisaient à une spirale descendante de baisse de la demande, de déflation et licenciements, tandis que la misère croissante des masses a ouvert la voie à la montée du fascisme et d'autres forces d'extrême droite aux côtés d'un mouvement socialiste radicalisé qui, du point de vue des classes dirigeantes,

Les forces de gauche du spectre politique ont vu dans la résurgence keynésienne une fenêtre d'opportunité. Ils ont envisagé un Green New Deal (GND) comme un effort coordonné pour traiter les multiples facettes de la crise : la crise sociale et économique, la crise climatique, la crise de la démocratie et la crise de la reproduction sociale. Partant du principe que le marché capitaliste est non seulement incapable de traiter ces énormes problèmes, mais aussi du problème fondamental, et fondé également sur la reconnaissance du fait que les entreprises capitalistes privées à but lucratif évitent la recherche et le développement à forte intensité de capital de l'énergie. Des technologies vertes efficaces, mais qui échappent à la réglementation écologique par la tricherie et la prise en compte du risque de se faire prendre (comme l'a montré le scandale allemand du diesel), la « résurgence keynésienne » est venue avec une promesse. Les vastes programmes de relance auraient pu s'attaquer à la crise multiple à tous les niveaux par le biais d'un programme de réforme sociale complet et radical et réunir ainsi les revendications traditionnelles du mouvement ouvrier, des mouvements écologistes et écologistes, du mouvement féministe, etc. la nécessité de renflouer et de nationaliser (temporairement) l'industrie financière et automobile a donc permis la mise en place de stratégies de reconversion industrielle et de planification économique verte ; dans le même temps, les vastes programmes de relance ont permis la mise en place de politiques industrielles lourdes conduites par les États, susceptibles de relancer des technologies vertes innovantes et donc, comme le souhaitaient les keynésiens traditionnels, de relancer l'économie stagnante et de la financiariser dans la mesure où il ne serait plus nécessaire d'investir un excédent de capital spéculativement sur les marchés financiers,

Le nouvel interventionnisme étatique déclenché par la crise financière mondiale n'a toutefois pas

entraîné de virage vers un « capitalisme vert » au moyen d'un Green New Deal. Au lieu de cela, les mesures de lutte contre les incendies ad hoc de 2008 et 2009 ont cédé la place à un virage d'austérité mondial, transférant les coûts de la crise et sa manifestation régionale sous forme de crise de la zone euro sur la classe ouvrière. Les banques et les sociétés automobiles ont été sauvées et sauvées, et la dette publique qui en a résulté a été invoquée afin de réduire les dépenses publiques consacrées aux soins de santé, à l'éducation, aux retraites et aux salaires de la fonction publique. De plus, une nouvelle course vers le bas a commencé sous le nom de « compétitivité mondiale » : les efforts visant à attirer les investissements de capitaux globalement mobiles ont conduit les différents États-nations et leurs gouvernements de centre droit et souvent d'extrême droite à déployer le tapis pour le capital. La plupart des gouvernements de centre-droit et souvent d'extrême droite ont réduit ou sont en train de réduire les taux d'imposition des sociétés et des impôts les plus élevés (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Espagne, Autriche, Hongrie, etc.), ont réduit ou empêché les droits de négociation collective des travailleurs, déréglementé les marchés du travail pour le compte du capital (France, Autriche, Hongrie, etc.), permettent l'accumulation de capital dans les réserves naturelles (Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, etc.), en privatisant les avoirs publics et / ou en ouvrant d'autres secteurs de l'économie auparavant dépréciés aux sociétés à but lucratif. Le nouvel interventionnisme étatique a donc soutenu et approfondi le capitalisme du marché financier mondial ; par exemple, également au nom de la « compétitivité mondiale », La nationalisation partielle de l'industrie automobile aux États-Unis par Barack Obama a entraîné une réduction de moitié de tous les salaires des nouveaux employés par l'État. Le « néolibéralisme » ne concernait donc clairement pas l'État minimal, mais son utilisation par la crise pour imposer des mesures pro-capitalistes.

Les États-nations ont été confrontés aux plus fortes mobilisations sociales et mouvements de protestation depuis les vagues de grève massives des États-Unis et de l'Europe à la fin des années 1960 et au début des années 1970. En conséquence, ils ont mis en œuvre leur politique d'approfondissement du néolibéralisme de manière de plus en plus autoritaire. Le caractère antidémocratique de la nouvelle gouvernance économique de l'UE (pacte budgétaire, etc.) est révélateur du virage autoritaire du néolibéralisme. Ce tournant autoritaire est durci par la montée de l'extrême droite, issue du mécontentement populaire. Comme dans toutes les crises organiques précédentes du capitalisme – la longue dépression, la grande dépression et la crise du fordisme -, l'extrême droite est également montée dans la crise du capitalisme mondial des marchés financiers.

L'extrême droite est un frottement de la crise multiple du capitalisme mondial des marchés financiers, mais elle n'a pas de solutions ni de réponses à la cause du problème. L'extrême droite est prise dans un dilemme : elle a une mentalité de « jardinier » qui cherche à éliminer ce qu'elle n'aime pas, mais sa politique autoritaire ne fait qu'extraire à jamais ce qu'elle considère comme de la « mauvaise herbe » sans jamais aller jusqu'au fond des choses. L'extrême droite lutte uniquement contre les symptômes plutôt que contre les causes profondes du capitalisme en crise : l'extrême droite ne s'attaque pas aux programmes d'ajustement structurel néolibéraux (le « libre échange ») et à la libre circulation des capitaux, ainsi qu'aux guerres occidentales dans les pays du Sud. sont la cause fondamentale du déplacement des populations et de leur migration forcée, qui est un million de dollars.

Au lieu de cela, l'extrême droite s'attaque aux symptômes du « capitalisme de libre échange » : les migrants. L'extrême droite n'attaque pas non plus les énormes inégalités de richesse et les inégalités de vie inégales que le capitalisme produit et qui constituent la cause première du crime (étant donné que plus une société est inégale, plus elle a tendance à être meurtrière). Au lieu de cela, l'extrême droite attaque les criminels et appelle à des peines plus sévères et plus policières, ne réalisant pas que davantage de violence de la part des États crée plus de violence dans la société civile, ce qui explique pourquoi c'est la manière la plus contre-productive de lutter contre le crime.

Enfin, l'extrême droite attaque les politiciens parce qu'ils sont réputés ne pas « représenter le peuple » et sont considérés comme « hors de contact ».

L'extrême droite est donc un frottement du capitalisme mondial des marchés financiers en crise mais n'a pas de solutions à ses principales contradictions. Au contraire, dans les pays où ils règnent (États-Unis, Brésil, Hongrie, Autriche), ils aggravent le problème fondamental en étant à l'avant-garde des réductions d'impôt sur les sociétés, de la déréglementation du marché du travail et de la privatisation d'actifs publics. En d'autres termes, ils aggravent les problèmes et leurs réponses s'aggraveront simultanément, ce qui aura pour conséquence une plus grande barbarie.

Reste que c'est la défaite (ancienne) des puissants mouvements anti-austérité et de l'alternative Green New Deal de la gauche qui a créé un vide de plus en plus rempli par l'extrême droite. Seules des alternatives de gauche crédibles et de grandes réformes sociales, du moins du type Green New Deal, contribueront à empêcher la montée de l'extrême droite. C'est ce que les partisans des partis du centre néolibéral doivent comprendre.

Dans le même temps, les partis du centre deviennent eux-mêmes plus autoritaires, en raison de la manière dont ils appliquent des politiques impopulaires de « compétitivité globale » pour le compte du capital et de la manière dont ils cherchent à lutter contre l'extrême droite en adoptant certaines de leurs politiques. Pris ensemble, cela encourage les tendances autoritaires en matière de politique économique, de sécurité intérieure et de politique étrangère. Le nouveau gouvernement économique de l'UE joue ici un rôle central. Post-libéral devient de plus en plus post-démocratique. Mais cela signifie-t-il que nous sommes déjà entrés dans le « capitalisme autoritaire » ?

Si, par « capitalisme autoritaire », nous cherchons à décrire les tendances susmentionnées, il est clair que cette nouvelle phase de l'histoire du capitalisme néolibéral revêt une nouvelle qualité. Il est encore trop tôt pour parler d'une nouvelle phase historique du capitalisme pour un certain nombre de raisons. Pour introduire une nouvelle phase, ce capitalisme autoritaire (du marché financier) et les stratégies de croissance de dévaluation (interne et externe) (austérité) dominantes depuis 2010 doivent être viables à long terme. Ils ne représentent pas un projet cohérent. Sur le plan économique, ce capitalisme mendiant, ton voisin, la tentative d'assurer sa prospérité aux dépens de l'État voisin, conduit à se battre pour des morceaux d'un gâteau à peine croissant.

Sur fond de suraccumulation, baisse des salaires dans les principaux États capitalistes et les économies de marché émergentes, appropriation croissante de la plus-value sociale par les détenteurs de capitaux (financiers) mondiaux, capital, et guerres de crise et conflits impériaux en Au Moyen-Orient et dans le Pacifique occidental, qui peuvent facilement conduire à des retombées dans de profondes crises économiques, la stratégie d'austérité actuelle consistant à maintenir une faible croissance a été suivie pendant des décennies en Afrique du Nord et en Europe de l'Est. La nouvelle vague de robotisation (industrialisation 4.0) entrave les stratégies de « réindustrialisation » (Obama / Trump) et les emplois bien rémunérés à grande échelle, similaires à la manière dont la production de masse fordiste et la consommation de masse keynésienne ont intégré les masses populaires et ont rendu le capitalisme hégémonique. Dans ce cas, la crise a simplement été déplacée par les gouvernements : du secteur bancaire et industriel aux États et à leurs budgets, de certains États à d'autres et d'aujourd'hui à demain. Dans le même temps, le mécontentement populaire est encore extrêmement élevé, ce qui fait de la crise démocratique un autre élément d'instabilité, instabilité pouvant entraîner des changements soudains, notamment la montée de nouvelles forces de gauche américaines au Royaume-Uni.

Le capitalisme mondial est donc toujours dans une phase de transition. Après Gramsci, cela pourrait être décrit comme un « interregnum de crise ». Le capitalisme de crise autoritaire avec sa croissance minuscule n'est pas un projet durable à long terme. La suraccumulation, l'inégalité

croissante des richesses, l'érosion de la classe moyenne et la démocratisation empêchent la généralisation hégémonique d'un nouveau type de développement. Les fondements matériels d'un nouveau compromis historique font défaut.

Capitalisme autoritaire ? Capitalisme vert ? Un capitalisme vert autoritaire ? Capitalisme vert social-démocrate ? Socialisme vert ? La dissolution de l'inter-règne de crise est encore à venir.

Ingar Solty

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

[Ingar Solty](#), Institut d'analyse critique et sociale et Fondation Rosa Luxemburg, août 2019

<http://alter.quebec/lausteritarisme-20-et-la-montee-de-la-droite/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)